

Jean-Michel Severino : « L'aide est efficace mais ne peut suffire »

Jean-Michel Severino, directeur général de l'Agence française pour le développement, commente les résultats du baromètre sur la perception de l'aide.

Les Afriques : Quelles sont les principales conclusions du baromètre 2008 AFD/IFOP « Aide au développement : perception et attentes des Français » ?

Jean-Michel Severino : Ce sondage montre que les Français continuent à être très attachés au rôle joué par la France dans l'aide au développement. Le budget qui lui est consacré est accepté par l'opinion publique à 69%.

Il y a également un accord marqué sur les finalités de l'aide – faire baisser la pauvreté dans le monde. Mais il s'accompagne d'un paradoxe sur les moyens à mettre en œuvre. En effet pour qu'une aide au développement soit durable, il faut favoriser les conditions de la croissance économique, alors que les Français marquent une nette préférence pour les actions « sociales ». Il y a donc un véritable débat à engager avec l'opinion publique sur les moyens choisis pour favoriser une réduction durable de la pauvreté. Les Français se prononcent aussi pour une aide désintéressée. La motivation d'intérêt général domine : il faut aider les pays pauvres, quels qu'ils soient. Enfin ce sondage montre que les Français sont prêts à s'investir, et qu'ils sont demandeurs d'informations.

LA : Comment expliquez-vous les résultats du sondage malgré le discours récurrent sur la « fatigue » de l'aide ?

JMS : Peut-être cette série de sondages depuis trois années, et qui montre maintenant de façon récurrente une adhésion des Français à cette politique publique, nuance-t-elle justement cette théorie. Ceci dit, expliquer à notre opinion publique les raisons d'être de l'aide au développement, les outils qu'elle emprunte, ce qu'elle peut et ne peut pas faire, est un chantier permanent et fondamental.

LA : L'Afrique est absente de la gestion d'une crise dont elle n'est pas responsable, mais qui ne l'épargnera pas. Cela vous semble-t-il juste ?

JMS : On a parlé de cette crise financière comme d'une « crise de riches », une « crise de boulimie » d'une forme de capitalisme poussé à ses extrêmes dans certains pays du Nord. Le fait est qu'elle aura sans doute aussi des impacts sur le continent africain. L'injustice de cette situation ne doit pas nous empêcher de nous atteler au plus vite à limiter les effets de ces répercussions. C'est ce à quoi

nos équipes travaillent depuis le début de cette crise. Les décideurs africains ont leur rôle à jouer dans les instances en charge de trouver des réponses : la réforme de la gouvernance de la Banque mondiale, qui a attribué une chaise supplémentaire à l'Afrique à son Conseil, est un pas dans la bonne direction. La France a milité pour que ce changement important ait lieu.

LA : Quelles incidences la crise financière internationale risque-t-elle d'avoir en Afrique ? Que faire pour les prévenir ?

JMS : Les effets directs seront limités en Afrique subsaharienne – dont les marchés financiers sont relativement peu intégrés au système mondial. Ce que nous craignons principalement, ce sont les effets dits de « second tour », c'est-à-dire l'impact sur les pays africains du ralentissement qui affectera l'économie réelle des pays du Nord. Nous sommes particulièrement attentifs à trois éléments. Premièrement, si un ralentissement important et durable se confirme pour l'économie mondiale, la demande et le prix des principales exportations africaines risquent de baisser, entraînant une chute de revenus pour les entreprises et les autorités publiques du sous-continent. Deuxièmement, les investissements directs en Afrique, qui avaient atteint un niveau record en 2007 (+30% par rapport à 2006 !), pourraient eux aussi diminuer en 2008 et en 2009. Enfin un ralentissement économique au Nord risque également de réduire considérablement les transferts d'argent de travailleurs africains établis à l'étranger. La combinaison de ces risques a amené le FMI à réviser la croissance africaine à la baisse en 2009. D'après ces prévisions, celle-ci devrait tout de même s'établir au-dessus de 5 points. Il convient aussi de noter des éléments positifs : l'hivernage sahélien annonce une bonne récolte ; les prix agricoles sont retombés, comme ceux de l'énergie, apportant à beaucoup de pays une bouffée d'oxygène. Il est donc difficile d'avoir une lecture trop tranchée des perspectives économiques pour l'année 2009.

LA : Votre baromètre pointe encore du doigt l'inefficacité de l'aide. Qui est finalement responsable ? L'aide peut-elle être efficace ?

JMS : L'opinion n'est pas négative, mais incertaine sur l'efficacité de l'aide. Elle voit mal ce qui est fait. Nous devons y

travailler : l'information sur les résultats de nos actions fait partie intégrante de notre mandat. Le scepticisme persistant s'explique en partie par le décalage entre ses objectifs et ses moyens. Si elle peut accompagner le développement économique ou pallier son absence par des mesures sociales, il n'est pas raisonnable de demander à l'aide d'engendrer à elle seule la croissance : les volumes engagés ne sont pas en mesure de porter seuls ce défi. On ne peut donc pas s'attendre à ce que l'APD fasse « décoller l'Afrique » ou quelque autre région du monde. Pour autant, les études empiriques réalisées ces dernières années attestent de ses effets positifs sur la réduction de la pauvreté et l'accompagnement de la croissance. En trente ans, l'analphabétisme des adultes a, par exemple, été réduit de 40% en Afrique subsaharienne, de même que la mortalité infantile, malgré une

Les décideurs africains ont leur rôle à jouer dans les instances en charge de trouver des réponses à la crise.

faible croissance du revenu par habitant. Les engagements de l'Agence française de développement, en 2007, ont, pour leur part, contribué à sécuriser l'approvisionnement en eau potable de 3,1 millions de personnes, et à prendre en charge 2,2 millions de personnes atteintes de maladies transmissibles. Donc oui, sans nul doute, l'aide peut être efficace.

LA : A quand un baromètre sur l'attente des bénéficiaires de l'aide publique au développement ?

JMS : Justement, l'édition 2008 du sondage a inclus un volet sénégalais. Il avait pour objectif d'évaluer la connaissance, les attentes et les perceptions des populations bénéficiaires d'un projet d'éducation mené par l'AFD dans les banlieues de Dakar. 95% des familles dont l'un des enfants était scolarisé dans les écoles concernées par le projet le jugeaient « important » ou « très important ». Elles étaient demandeuses d'une poursuite du projet.

**Propos recueillis par
Chérif Elvalide Sèye**